

La Constitution

démissionné parce qu'il était contre—on l'a vu par la suite—il était contre les propositions du gouvernement fédéral, particulièrement en ce qui concerne l'exercice de l'économie, c'est-à-dire le projet économique canadien. Il l'a dit clairement il y a quelques jours. Donc, on l'a remplacé par le sénateur Beaudoin.

Comme cet exercice ne fonctionnait pas très bien, le ministre responsable de la Constitution a décidé de faire des conférences constitutionnelles. Ces conférences constitutionnelles sont composées particulièrement de gens qui veulent renouveler le Canada, parce que dans les invitations, on disait toujours que c'était pour le renouvellement du Canada. On a carrément oublié qu'il existait, au Canada, plus de 3 millions de souverainistes québécois. On a complètement négligé de leur demander leur opinion. Pourtant, dans Bélanger-Campeau, on a fait attention d'être représentés par des gens qui étaient fédéralistes, mais le gouvernement fédéral a refusé d'écouter les souverainistes. Pourtant, il y en a plus de 3 millions de souverainistes au Québec!

Est-ce que les Canadiens et les Canadiennes vont comprendre la réalité du Canada? Je ne pense pas. Le fait de ne pas écouter les souverainistes du Québec dans tout cet exercice fédéral empêche les Canadiens de comprendre cette réalité canadienne qui existe, soit les francophones. Et ce n'est pas un groupe ethnique francophone, mais c'est une nation, les Québécois représentent une nation québécoise et jamais dans tout cet exercice fédéral, on n'a permis aux Canadiens anglais de comprendre ce qu'était le Québec. Le Québec, c'est une nation; ce n'est pas un groupe ethnique important au Canada. C'est ce que les Italiens et les autres ethnies dernièrement arrivées au Canada pensent. Ils croient que les Québécois sont un groupe ethnique important. Pourtant, il faudrait peut-être leur rappeler un peu l'histoire du Canada.

Alors, madame la Présidente, pour terminer, j'aimerais parler un peu de la société distincte. On essaie de faire accroire aussi que la société distincte, c'est la langue et la culture. La société distincte, ce n'est pas seulement la langue et la culture, et la culture au sens propre du mot.

• (1950)

La société distincte au Québec, ce sont toutes nos institutions financières, c'est-à-dire la Caisse de dépôt, Desjardins, les sociétés de fiducie, les sociétés d'assuran-

ce, les petites et moyennes entreprises. Toute cette société distincte économique du Québec est complètement distincte du reste du Canada. On essaie de nous faire accroire que la société distincte, ce sont la langue et la culture dans le sens étroit du mot, mais cela est faux. C'est toute cette société distincte économique que nous avons au Québec, c'est cela que les Québécois veulent absolument protéger, et c'est cela que les Québécois veulent absolument promouvoir.

C'est pour ces raisons que jamais au grand jamais les Québécois n'accepteront que l'économie soit contrôlée à partir d'Ottawa. Nous n'accepterons jamais cela. Je pense que déjà plusieurs l'ont compris.

Alors, si on essaie de faire accroire aux Québécois que le Canada anglais commence à comprendre la nécessité de reconnaître la société distincte, c'est parce qu'ils n'ont pas compris ce que les Québécois veulent dire par «société distincte».

Alors, comme madame la Présidente m'indique que mon temps de parole est presque terminé, je dois vous dire que nous attendons avec impatience les offres du gouvernement fédéral, parce que nous avons hâte que ce problème constitutionnel soit réglé, afin que l'on puisse entreprendre le plus rapidement possible des projets économiques pour promouvoir l'économie au Québec, tout particulièrement.

[Traduction]

M. J.W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Madame la Présidente, c'est avec beaucoup de fierté que je saisis l'occasion de participer à ce débat ce soir pour communiquer à la Chambre, au nom des électeurs de ma circonscription de Fredericton—York—Sunbury, les opinions de ces derniers et les consultations que nous avons eues à propos des propositions constitutionnelles, ainsi que pour tenir la promesse que j'ai faite lorsque j'ai entamé les consultations dans ma circonscription, il y a plusieurs mois.

Je voudrais dire qu'au cours de ces dernières semaines, de bien des manières, j'ai eu la possibilité de consulter mes électeurs lors des réunions publiques tenues presque tous les mois, lors des comités de citoyens qui se sont réunis régulièrement et au cours d'échanges normaux dans ma circonscription: au marché, dans la rue, au téléphone, par lettre et dans des conversations personnelles. Je disais généralement presque la même chose, à